Trentième Année. — N° 21 UN NUMÉRO : 15 CENTIMES. MERCREDI 21 JANVIER 1885

JOURNAL DE ROUBAIX

POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

PRIX DE L'ABONNEMENT
Roubaix-Tourcoing : Trois mois, 13 fr. 50. — Six mois, 26 fr. — Un an, 50 fr.
Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne : Trois mois, 15 fr.
La France et l'Etranger, les frais de poste en sus
Le prix des abonnements est payable d'avance. — Tout abonnement continue, jusqu'à réception d'avis contraire.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
17, RUE NEUVE, 17
Directeur gérant : ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS ET ANNONCES :
RUE NEUVE, 17, A ROUBAIX. — A LILLE, RUE DU CURÉ-SAINT-ÉTIENNE, 9 bis.
Paris, chez MM. HAVAS, LAFFITE et Cie, *place de la Bourse, 8, et rue Notre-Dame-des-Victoires, 34*
*Bruxelles, à l'*OFFICE DE PUBLICITÉ

ELECTION SENATORIALE

Du 25 janvier 1885.

DÉPARTEMENT DU NORD

CANDIDAT INDÉPENDANT :

E. FIÉVET

Cultivateur et Fabricant de Sucre à Sin et à Masny

MAIRE DE MASNY

Membre du Conseil général du Nord

ROUBAIX, LE 20 JANVIER 1885.

L'ÉLECTION DE SENS

Une élection législative a eu lieu dimanche à Sens (Yonne), en remplacement de M. Guichard, en voici le résultat :

Inscrits : 19.208. — Votants : 15,448
Javal, républicain . . . . . 8.780 ÉLU
De Fontaine, monarchiste. 6.715

L'Yonne est un des départements où le parti républicain se croyait tellement maître de la situation qu'il ne redoutait aucune opposition.

La lutte paraissait impossible, les conserteurs découragés avaient renoncé à présenter des candidats, c'est au point qu'aux élections générales de 1881, les six candidats républicains furent élus dans les six circonscriptions sans concurrents.

Il y a quelques mois, M. Mathé, député du département, mourut; on procéda à son remplacement en décembre dernier, et c'est le conservateur M. Garnier, qui, à la grande stupéfaction du parti ministériel, était élu député d'Avallon.

Un second député du même département, M. Guichard étant mort, c'est à son remplacement que l'on procédait hier à Sens.

Un candidat républicain, jouissant d'une grande notoriété, M. Javal, dont le père avait pendant de longues années été député de la circonscription, se présentait. Etait-il possible de lutter ? quelles chances pouvaient avoir un candidat conservateur dans une circonscription où en 1881 M. Guichard avait été élu sans concurrents par 12,583 voix sur 19,000 inscrits; dans une circonscription où en 1876, un candidat conservateur aussi estimé et aussi connu que M. Raudot, n'avait réuni que 3,212 voix contre 11,193 données au candidat républicain.

Le succès de M. Garnier avait bien rendu quelque courage aux conservateurs, mais ne s'exposait-on pas à détruire l'effet produit par ce succès en présentant à Sens contre M. Javal, un candidat conservateur, ne courait-on pas au devant d'un échec pitoyable ? Etait-il prudent et habile de lutter pour assurer aux ministériels un triomphe éclatant qu'ils considéreraient comme la revanche de l'élection d'Avallon.

Ces considérations furent sur le point de déterminer les conservateurs à ne pas présenter de candidats ; c'eût été un tort et une faute ; ils se sont heureusement ravisés, et quoique bien tardivement, six jours seulement avant l'élection, ils ont présenté un candidat, l'honorable M. de Fontaine.

On connaît le résultat, M. Javal est élu par 8,780 voix, perdant 3,703 voix sur le précédent scrutin; M. de Fontaine obtient 6,715 voix dans une circonscription où, il y a trois ans, les conservateurs n'osaient même pas se présenter, réunissant 3,403 suffrages de plus que M. Raudot n'en avait réuni en 1876.

Voilà le résultat obtenu en quelques jours de campagne électorale. Si la candidature de M. de Fontaine avait été présentée au début de la période électorale, le chiffre des voix conservatrices eût certainement été encore plus considérable. Mille voix déplacées et M. de Fontaine était élu; c'était un siège conquis au profit des conservateurs dans une circonscription où les opportunistes pensaient être les maîtres indiscutés.

Cette élection, comme les précédentes, témoigne d'un retour marqué du pays vers les doctrines conservatrices; elle accentue le mouvement de désaffection et de dégoût qu'éprouve le corps électoral pour la République opportuniste.

Ce mouvement de l'opinion s'affirmera de plus en plus jusqu'aux élections générales pour le renouvellement de la Chambre.

Le succès, impossible il y a trois ans, est aujourd'hui probable. Il sera certain si les conservateurs savent s'organiser et veulent agir.

Nous lisons dans le *Monde* :

Le *Figaro* a publié hier, sous le titre : « Une rupture » une note annonçant « une modification prochaine de la politique pontificale » et disant que « la France éprouverait la première les effets de ce changement dans les dispositions politiques du Saint-Siège ».

Une dépêche qui nous arrive ce matin de Rome nous donne précisément des informations qui contredisent d'une façon absolue celles du *Figaro*.

Non seulement la prédilection du Saint-Père pour la France — qu'il ne confond pas avec son gouvernement—n'a pas diminué, mais il songe si peu à une « rupture » qu'il a décidé de tenir un consistoire spécial pour préconiser les évêques français récemment nommés. On dit même que, dans un autre consistoire, il donnerait à la France deux chapeaux cardinalices.

Quant aux dires de certains journaux au sujet de S. Exc. Mgr di Rende, qui, d'après eux, ne reviendrait pas à Paris, ils ne méritent pas même d'être relevés.

UNE QUESTION A LAQUELLE IL FAUT RÉPONDRE

Les questions électorales dominent chez tous nos gouvernants ; on l'a bien vu lorsque M. Jules Ferry n'a pas craint de dire à la commission du budget qu'il ne fallait pas parler de nouveaux impôts avant les élections.

Il est encore sans doute beaucoup d'autres points sur lesquels le ministère juge prudent de garder le silence, afin de sauvegarder, autant que possible, sa situation électorale. Il a raison, d'ailleurs, car si le pays connaissait bien toute la politique gouvernementale, ce n'est pas seulement sous le mépris, c'est sous la colère publique qu'il tomberait.

De cette politique, nous voulons donner un nouvel exemple, et nous posons nettement cette question au gouvernement :

Un traité de commerce avec l'Angleterre ne vient-il pas d'être signé récemment ?

Il faut absolument une réponse à cette question, car il s'agit des intérêts les plus graves du commerce français. Ce nouveau traité, en effet, loin d'améliorer sa situation, met l'industrie française, plus encore qu'aujourd'hui, à la merci de la concurrence anglaise. Si nous ne nous trompons pas, la très grande majorité des Chambres de commerce avait protesté contre la conclusion d'un traité de commerce anglo-français, et jusqu'ici on avait espéré pouvoir éviter cette conclusion, qui peut être considérée comme une catastrophe commerciale.

Nos maîtres en ont jugé autrement. Mais encore devraient-ils le dire et ne point retarder la révélation d'un fait de cette importance. Autrement, on serait en droit d'inférer qu'ici encore, on ne veut rien dire avant les élections. Il faut donc absolument, encore une fois, une réponse à notre question sur l'exécution de ce traité, que M. de Lanessan, le futur sous-secrétaire d'Etat de la marine, *déclarait*, il n'y a pas longtemps, *avoir vu*.

Où passent les ressources des agriculteurs

Si jamais contribuables ont eu raison de se plaindre, ce sont bien les cultivateurs, accablés d'impôts, ruinés par la concurrence des étrangers, pour qui M. *Jules Ferry*, l'ami de M. *Bismarck*, est plein de tendresses.

On a établi que les agriculteurs, eux spécialement, paient plus de 900 *millions* d'impôts.

Eh bien ! savez-vous où passe cette masse énorme d'argent, si péniblement prélevé sur le produit de votre travail, tandis que la misère des temps vous force à boire de l'eau et à rogner le pain de vos enfants.

Plus de 800 millions sont uniquement gaspillés en dépenses militaires, pour le ministère de la guerre, pour celui de la marine ; et si bien gaspillés, que l'on a laissé pendant de longs mois nos malheureux petits soldats, une poignée d'hommes, sans secours, tout là-bas, au Tonkin, massacrés par des milliers de Chinois.

Notre flotte n'a plus de bateaux de transport propres à tenir la mer. Il faut louer des paquebots pour transporter les hommes et les munitions.

Nos officiers de marine sont toujours aussi dévoués, aussi braves ; mais le gouvernement opportuniste a si bien su les blesser par son intolérance et ses injustices, que depuis dix ans on les a vus quitter en masse une carrière pleine de déboires, et ceux qui sont restés n'ont a leur disposition, malgré les centaines de millions donnés sans compter par le pays, qu'un matériel souvent insuffisant.

Voilà où passe votre argent, contribuables des campagnes. L'an dernier, le Tonkin nous a déjà coûté bien plus de 100 millions. Nous sommes au 20 janvier, et il y a déjà près de 50 millions destinés à cette folle aventure. Peut-être sont-ils dévorés par avance...

Voilà le gâchis dont nous vous parlons sans cesse. Voilà les gaspillages qui se pratiquent sous vos yeux. Voyons, il est bien temps que cela cesse et, pour cela, commencez à repousser, par vos bulletins de vote, tous les fauteurs et tous les complices de ces criminels gaspillages.

LA CURÉE

De 1869 à 1885, les traitements fixes des fonctionnaires et employés de l'Etat se sont augmentés de 153 *millions*.

C'est-à-dire que chaque année, nous payons 153 millions de plus qu'en 1869 pour alimenter une foule de nouveaux venus dans l'administration — les frères, les amis, les cousins, les neveux et les protégés des innombrables et dangereux parasites appelés au pouvoir par la poussée opportuniste.

Avec 150 *millions* par an, bien employés, on en supprimerait des impôts !

Le malheureux contribuable serait singulièrement débarrassé, si l'on consacrait ces 150 millions, chaque année, à le dégrever des taxes créées en 1871.

En quatre ou cinq ans, les charges de la France seraient ramenées au taux de 1870. C'est là qu'on se moquerait de la concurrence étrangère !...

Oui, mais il faut donner ces 150 millions, chaque année, aux frères et aux amis, dans les bureaux des ministères...

C'est la curée ministérielle !...

LETTRES DE LA CAMPAGNE

Utopie et réalité

19 janvier 1885.

Monsieur le Directeur,

La discussion du projet sur le relèvement des droits de douane ne s'engagera, si elle s'engage, que le mois prochain, puisque les Chambres ont jugé à *propos de se donner congé*. Peut-être n'est-il pas inutile, avant que la bataille commence — et elle sera chaude, — de poser la question le plus simplement possible en la dégageant à la fois des exagérations et des considérations trop spéciales.

Qui croire, qui suivre, ceux qui, comme M. L. Say, affirment que la vie à bon marché doit être l'objectif, le but suprême, ou ceux qui soutiennent, comme M. Pouyer-Quertier, qu'il faut d'abord assurer le travail, le salaire, et que la question de vie à bon marché, toute relative, ne vient qu'en second lieu ?

Le pain à 2 sous la livre, c'est bien séduisant, mais si l'ouvrier n'a pas de travail, où prendra-t-il ces 2 sous ?

Les opportunistes ne connaissent pas ces hésitations et ne se donnent pas tant de mal pour trouver la vérité ; leur unique mobile étant l'intérêt électoral, ils ne cherchent pas à se faire une opinion raisonnée et, après avoir soutenu les idées de libre-échange, ils se déclarent aujourd'hui partisans d'un relèvement de droits parce qu'ils supposent devoir rallier ainsi leurs électeurs désabusés. L'opinion de ces gens-là n'a donc aucune valeur, au point de vue économique, leur conviction habitant leur poche. Passons aux gens sérieux.

L'école libre échangiste prétend parler au nom de la liberté qui n'admet, selon elle, aucune restriction ; elle dénonce la protection comme un outrage à la raison, au progrès et réclame le rapprochement intime des nations entre elles par la liberté absolue des échanges.

Les partisans de la protection sont moins exclusifs. Ils n'hésitent pas à reconnaître le côté séduisant du libre-échange, ils pensent qu'en effet les peuples, en matière économique comme en matière politique, s'acheminent vers la liberté, mais que, si nous ne pouvons être indifférents au progrès et à l'avenir de l'humanité, nous sommes avant tout Français et ne devons pas sacrifier à l'intérêt éventuel et hypothétique de l'humanité tout entière celui du pays auquel nous appartenons et qui nous est devenu plus cher encore depuis ses malheurs

Ainsi, selon les économistes, le libre-échange doit être proclamé immédiatement comme un dogme, sans souci de ses conséquences immédiates ; suivant les protectionnistes, au contraire, le régime de la liberté absolue des changes ne pourra triompher que lorsque les peuples auront atteint un même degré de culture et de puissance, et il importe tout d'abord de développer par tous les moyens possibles la puissance et la richesse du pays.

Veut-on des exemples, List, l'économiste allemand, nous en donne de probans : « L'histoire économique de l'Angleterre présente trois périodes distinctes : au début, liberté absolue, alors que la production industrielle est presque nulle et que le pays échange ses produits naturels contre les objets de fabrication étrangère ; quand la marine et l'industrie ont acquis une certaine importance, exclusion de la marine et du commerce étranger ; quand la puissance maritime et commerciale est à son apogée, la liberté reparaît. » Voilà tout le système, il est simple, à la portée de tous, l'Amérique s'y conforme et aussi l'Allemagne.

Mais, disent les libre-échangistes, *il est insensé de fabriquer soi-même ce qu'on peut se procurer au dehors à plus bas prix, blés ou tissus ; les droits protecteurs sont donc des monopoles qui favorisent les industriels ou agriculteurs aux dépens des consommateurs* !

Leurs adversaires répondent d'abord que, la paix universelle n'existant pas, il faut bien conserver toutes sortes d'industries, à commencer par l'industrie agricole, pour sauvegarder notre indépendance en cas de guerre, et, en second lieu, *que la protection permet à l'industrie de se développer*, fait, pour ainsi dire, son éducation, et assure à la nation pour l'avenir la richesse matérielle. Un pays qui protège son agriculture et son industrie agit, dit-on, absolument comme le père de famille qui fait un sacrifice matériel pour apprendre à ses enfants un métier lucratif.

Si l'industrie, menacée par l'étranger, se plaint d'être insuffisamment protégée, que devons-nous donc dire, nous, cultivateurs, qui ne sommes pas protégés du tout ?

Les économistes acceptent ce raisonnement : « *C'est vrai, disent-ils, il y a inégalité ; le malheur de l'agriculture c'est précisément qu'elle n'est pas protégée du tout, alors que l'industrie l'est encore dans une certaine mesure. Le remède est simple, il faut abattre toutes les barrières, proclamer la liberté commerciale absolue, et alors si l'agriculture cend ses produits à bon compte, du moins elle pourra se procurer à bon compte les produits de l'industrie.* »

Le résultat de l'expérience ne serait malheureusement pas douteux; l'industrie, déjà atteinte, saurait en peu de temps complétement ruinée comme l'agriculture, la même cause devant produire le même effet. Qu'on nous permette une hypothèse : Etant donné que le rêve des économistes est *la vie à bon marché*, je suppose que l'Angleterre s'engage à nous fournir gratuitement tous les articles manufacturés qui nous seront utiles, que l'Amérique, l'Australie et l'Inde s'engagent également à nous nourrir gratuitement avec leur blé et leurs bestiaux. Nous voilà nourris et vêtus gratis et MM. les économistes qui demandent la vie à bon marché devront être au comble de leurs vœux. Oseraient-ils cependant nous conseiller d'accepter ces offres qui auraient pour conséquence la fermeture immédiate de nos usines et l'abandon absolu de nos champs ? Des usines désertes et des terres en friche, c'est-à-dire la France ruinée, cessant de *compter au nombre des nations*, voilà donc à quoi aboutirait ce rêve *de la vie à bon marché* ?

Ceux-là préparent plus sûrement, selon nous, l'avènement de la liberté commerciale qui, plaçant toutes nos industries dans les mêmes conditions de lutte, appellera notre agriculture dans le droit commun, c'est-à-dire, quoi qu'en disent les économistes, dans le droit douanier. Aux esprits généreux, mais utopistes, qui nous invitent à ouvrir nos portes toutes grandes à l'étranger, nous répondrons ce que le général Grant, ancien président des Etats-Unis, répondait en 1879 à la chambre de commerce de Manchester : « Messieurs, l'Angleterre s'est servie du système protecteur pendant deux cents ans; elle l'a poussé à outrance et s'en est très bien trouvée, car c'est grâce à ce système qu'elle doit sa puissance industrielle, cela ne fait aucun doute. Eh bien ! messieurs, je connais assez mes compatriotes pour croire que, dans deux cents ans, quand l'Amérique aura tiré du système protecteur tout ce qu'elle en peut tirer, elle marchera résolument avec le libre-échange ! »

Veuillez agréer, etc.

Un cultivateur.

UN ENTERREMENT CIVIL

Murger agonisait. Un ami le prévint qu'un prêtre était là qui demandait à le voir un instant.

Le poëte se souleva lentement sur son lit et, d'une voix mourante :

— Un prêtre ! murmura-t-il. Dites-lui que j'ai lu Voltaire.

« Pauvre petit ! ajoutait Veuillot, qui contait l'aventure, tu n'avais lu que M. About. »

M. About, qui passe pour avoir recommencé Voltaire, n'avait-il donc lu que M. About ? C'est bien possible. On vient de l'enterrer à son tour, et civilement, cela va de soi. Les obsèques ont eu lieu en grande pompe. Il y a eu quelques soldats, car il était décoré, quatre ou cinq académiciens, car il était de la maison, M. Jules Ferry, car il était athée, et puis des amis. Pour un homme d'esprit, il faut convenir qu'il a eu un enterrement bien ridicule, et il est regrettable qu'il ne l'ait pas vu, de son vivant, car j'imagine qu'il s'en fût cruellement moqué, lui qui se moquait de tant de choses moins tristes et moins ridicules.

Des jeunes filles, costumées en Alsaciennes, avec des cocardes tricolores, suivaient le convoi ; il y avait aussi un détachement de la Ligue des patriotes ; le tout, couronné par un discours de M. Siebecker, qui a déclaré une fois de plus la guerre à l'Allemagne, et reconquis l'Alsace, comme il convient. Que les patriotes viennent hurler autour des statues de la place de la Concorde, qu'ils outragent des drapeaux flottants à des fenêtres d'hôtel, qu'ils se révoltent contre les brasseries où l'on mange des choucroutes, c'est au mieux. Mais, vraiment, ils devraient bien respecter la mort pacifique et ne point venir troubler des tombes. C'est une chose curieuse et navrante à la fois, que quatre patriotes ne puissent plus maintenant se rencontrer quelque part, sans que des scandales s'ensuivent, et qu'il faille dans les cérémonies publiques les éviter comme, dans les foules, on évite les bravaches et les chercheurs de querelles.

Il est vrai, qu'ils étaient, à cet enterrement, très à leur aise, et fort peu gênés de compromettre la dignité de quelque chose, puisqu'il n'y avait rien, puisqu'on n'avait trouvé rien de mieux que les patriotes, qui hurlent et bataillent, pour remplacer le prêtre qui chante des prières et murmure des consolations. C'est sans doute le cérémonial usité, en ces enterrements, lesquels ne se contentent pas de braver Dieu, et qui insultent la mort, par surcroît.

Mais ce n'est pas tout.

M. Caro avait été désigné, par l'Académie, pour prononcer un discours au nom de cette Académie qui venait d'élire M. About. M. Caro ne pouvait se soustraire à ce devoir, et on peut dire qu'il l'a magnifiquement accompli. Il avait été aussi désigné par la famille pour tenir un des cordons du poêle. Mais, cet honneur, M. Caro le refusa. Il ne voulut point sanctionner, par un acte libre, une manifestation contre laquelle il protestait et que ses croyances, en même temps que ses politesses désapprouvaient hautement. Il démontrait de cette façon qu'il n'eût point honoré de sa présence cette fête de la mort sans Dieu, s'il n'y avait été forcé par son devoir d'académicien.

Nous félicitons M. Caro de ce grand courage. Car c'est un grand courage que dé revendiquer les droits de Dieu, aujourd'hui qu'on l'outrage en tous lieux, qu'on le chasse partout, et qu'on ne lui permet pas de faire planer son image au-dessus des cortèges de la mort. Et ce courage était d'autant plus grand que la foule qui était venue là se montrait hostile à un pareil acte d'indépendance et de dignité, et qu'elle faisait parade de son athéisme et de son irréligion.

Aussi, quand M. Caro prononça son discours, au moment où, avec un tact infini, une tristesse sincère et des allusions délicates qui ne pouvaient blesser personne, il parla des sentiments politiques et religieux de M. About, quelques sifflets se firent entendre, et des protestations aussi déplacées que bêtes s'élevèrent au tour de la tombe de celui qui fut si bien sifflé à *Gaëtana*. Les patriotes voulaient faire payer à M. Caro, son noble refus de ne pas marcher à côté d'un corbillard qui ne décorait aucun attribut religieux et que ne suivait aucun prêtre. Ces sifflets et ces protestations honorent M. Caro, qui, dans cette triste cérémonie, représentait la conscience des honnêtes gens.

Voilà donc ce qu'ont été les obsèques d'un homme dont tout le monde, ces jours passés, célébrait l'intelligence et vantait l'esprit ! Une exhibition et une dispute. Il y avait vraiment, à tout cela, une grande tristesse, car on se disait que cet homme avait des filles, de pauvres enfants qui ne pouvaient pourtant que puiser dans la source des divines consolations, les consolations nécessaires à leur douleur !

J'ignore comment leur père les avait élevées, s'il avait laissé s'épanouir dans leurs cœurs les croyances qui sont la beauté et la bonté de la femme, et qui mettent sur son visage quelque chose du sourire des anges, ou s'il avait tenté de fermer leur âme aux rayons de l'espérance éternelle; mais je suis certain que, dans ces heures d'affliction où les fois les plus rebelles, les impiétés les plus endurcies, tournent vers le ciel des regards chargés d'implorations et de repentirs, ces jeunes filles auront davantage pleuré sur le père mort et qui s'en allait tout seul, sans un parfum d'encens, sans un chant de prières, sans un pardon, sans un espoir de voir le ciel s'ouvrir jamais pour soi et les êtres qu'on a adorés et qu'on ne reverra plus.

A quoi bon avoir été une lumière, une intelligence, un cerveau ? A quoi bon avoir rempli le monde du bruit de son nom ? A quoi bon avoir remporté des succès et s'être vu porté dans des triomphes, si tout cela doit périr et s'il faut partir ainsi qu'un chien, et s'enfoncer dans la nuit de la terre, sans que les passants se découvrent et pour qu'ils se détournent rapidement, afin de ne point saluer ces dépouilles ? Ne vaut-il pas mieux rester un inconnu, un ignoré, un pauvre diable et s'en aller dans l'éternité, salué par le respect attendri et consolateur que laissent les corbillards des misérables, derrière lesquels marche le prêtre, en blanc surplis, et portant la croix, signe de notre rédemption.

OCTAVE MIRBEAU

Le *Gaulois*, auquel nous empruntons l'article qu'on vient de lire, assure que M. Caro n'a pas eu à refuser ou accepter de tenir un des cordons du poêle. Il était là comme directeur de l'Académie, chargé d'un mandat officiel. Si on ne l'a pas vu marcher à côté du corbillard de la maison mortuaire au cimetière, c'est qu'il a fait la route en voiture.

Voici quelques passages du discours prononcé sur la tombe par l'éloquent académicien. Citons d'abord l'adieu funèbre que M. Caro a adressé à son collègue :

Ce qui frappe le regard, à première vue, dans l'ensemble de cette existence heureuse par tant de côtés, et pourtant si éprouvée, c'est qu'elle a manqué de cette unité et de cette harmonie pour laquelle les dons les plus rares de l'esprit et la plus brillante culture semblaient avoir préparé M. Edmond About. Dès sa première jeunesse, s'il avait voulu, il aurait tout obtenu par les lettres seules, ses vraies protectrices, tout, la paix, la sécurité, le bonheur, la gloire. Il a cédé une partie de ces biens si chers à la politique, qui l'a fatalement attiré, agité douloureusement, finalement trompé. Rien ne l'y désignait, ni sa nature d'esprit, ni le genre de ses études.

Après avoir passé rapidement sur l'œuvre littéraire d'Edmond About, M. Caro aborde le côté politique et continue :

.....A partir d'un certain moment, vers 1860, on peut apprécier dans cette vie, désormais partagée entre deux préoccupations, le tort que la politique fit aux lettres. Le terrain nouveau où About s'engageait est trop mouvant pour les natures primesautières, on y rencontre des pièges de toute sorte et des précipices. Avec quelque bonhomie, on est aisément dupe, jusqu'au jour où l'esprit qu'on a vous rend défiant, et vous fait rompre trop brusquement des liens trop facilement contractés. Il arrive d'ailleurs que, dans les luttes implacables des partis, on ne mesure plus le mal qu'on peut faire, ni les iniquités que l'on peut commettre. On inflige et l'on reçoit tour à tour d'injustes et mortelles blessures. C'est surtout dans les questions religieuses qui touchent à ce qu'il y a de plus intime et de plus sacré dans l'homme, la conscience, qu'il me sera permis de regretter les écarts d'une polémique qui fut trop souvent sans respect, sans mesure et sans justice. L'horizon de la vie était fermé pour lui. Il souffrait impatiemment qu'on cherchât au delà.

Ce discours, dont nous ne pouvons citer que quelques extraits, a été de beaucoup le plus remarquable de ceux qui ont été prononcés sur la tombe du défunt.

NOUVELLES DU JOUR

La petite mobilisation

Paris, 19 janvier.— M. le ministre de la guerre a l'intention de solliciter de la Chambre des députés, dès la rentrée, un vote l'autorisant à mettre immédiatement en pratique ce qu'il a appelé « la petite mobilisation ». Les bataillons du corps expéditionnaire du Tonkin, qu'ils appartiennent à l'armée continentale, à l'armée d'Afrique ou à l'infanterie de marine, seraient désormais complétés exclusivement par voie d'engagements volontaires, mais sans prime d'aucune sorte.

Dans chaque corps d'armée, on ferait choix d'un certain nombre de soldats, ayant au moins un an de service, et qui demanderaient à servir au Tonkin. Ces soldats seraient ensuite remplacés dans les régiments de l'armée continentale par un nombre égal de jeunes gens pris dans les différentes catégories qui sont à la disposition du ministre de la guerre.

On sait que ces catégories comprennent, outre les hommes dits à la disposition, les hommes de la deuxième portion du contingent, qui n'ont servi que pendant onze mois, les libérés par anticipation au titre de soutiens de famille, etc. C'est parmi ces hommes que le ministre désignerait ceux qui seraient appelés à « compléter leur temps de service légal » pour remplacer, en réalité, les soldats expédiés au Tonkin.

L'appel d'un certain nombre de ces hommes constitue, dit le *Temps*, l'opération que M. le général Lewal a désignée, l'autre jour, sous le nom de « petite mobilisation ».

Le rattachement des colonies

Paris, 19 janvier. — Malgré les démentis de plusieurs journaux, la question du rattachement des colonies au ministère du commerce est aujourd'hui chose décidée. Ce rattachement sera un fait accompli avant la fin du mois.

Ainsi que nous l'avons annoncé, aussitôt le décret signé, l'amiral Peyron donnera sa démission de ministre de la marine, et M. Félix Faure sa démission de sous-secrétaire d'Etat au même département.

Les fonctions de ce dernier seront ou supprimées ou transférées au ministère du commerce.

Triste coïncidence

Paris, 19 janvier. — Par une triste coïncidence, le capitaine d'artillerie About, cousin d'Edmond About, est mort le même jour que lui, à Pôle.

Alliance russo-turque

Londres, 19 janvier. — Le *Daily Telegraph* a reçu de Vienne la dépêche suivante : Suivant les informations émanant d'une source autorisée, le Tsar aurait adressé au Sultan une lettre autographe, lui proposant formellement un traité d'alliance personnel, d'après lequel la Russie donnerait à la Turquie une aide effective en cas de troubles à l'intérieur ou à l'extérieur.

» Le sultan, doutant des protestations de la Russie, aurait envoyé Fehmi-pacha à Londres, pour se renseigner sur ce qu'il devait faire, et pour communiquer les propositions de la Russie à lord Granville. Fehmi pacha devrait s'assurer, en outre, jusqu'à quel point l'Angleterre est disposée à reconnaître les droits du sultan en Egypte.

Les anarchistes allemands

Berlin, 19 janvier. — Un artilleur de la garnison de Wesel et une recrue d'un régiment d'artillerie de Coblentz viennent d'être assassinés à un jour de distance dans leurs garnisons respectives.

Ces deux militaires ayant donné à leurs supérieurs des indications pour les recherches, faites le 18 décembre dernier, en vue de découvrir les correspondances socialistes dans les casernes, on suppose qu'ils ont été victimes d'un attentat anarchiste.

A Ruhrort, on a trouvé, samedi, collé aux murs de l'hôtel des postes, un placard annonçant que, la nuit suivante, cet édifice sauterait par le moyen de la dynamite. Le placard était signé : « Des amis et partisans de Reinsdorff. » En raison de cette menace, l'hôtel des postes de Ruhrort a été cerné toute la nuit par la police, de sorte que rien ne s'est passé.

Des perquisitions ont maintenant lieu un peu partout dans les domiciles d'ouvriers. Les personnes que l'on trouve en possession d'écrits socialistes ou anarchistes sont arrêtées et conduites en prison. Des arrestations de ce genre ont été opérées à Berlin, à Hambourg, à Dresde, à Dulmien dans les journées d'hier et avant-hier.

Le Reichstag

Berlin, 19 janvier. — Le Reichstag a refusé le crédit demandé par le gouvernement pour une école de sous-officiers à Neufbrisach.

Un vol de 225,000 francs

Toulon, 19 janvier. — Un vol de 225.000 francs a été commis au préjudice de l'usine à gaz de La Seyne. Le coffre-fort a été emporté. Les auteurs du vol sont inconnus.

L'hiver en Italie

Rome, 19 janvier. — La suppression des trains pour l'Italie durera encore plusieurs jours. La neige atteint deux mètres à la frontière.

Une tempête annoncée

New-York, 19 janvier. — Le bureau météorologique du *New-York-Hérald* communique un avis, suivant lequel une forte tempête s'avance avec une grande inclinaison du sud-ouest au nord-ouest. Des bourrasques sont probables. Cette tempête touchera la Grande-Bretagne et les côtes adjacentes vers le 20 ou 22 courant.

LA GUERRE AVEC LA CHINE

L'agence Havas nous communique la note suivante :

« On a fait courir ce matin le bruit d'un échec de l'amiral Courbet. On a même parlé d'une légère blessure reçue par l'amiral et de fortes avaries subies par un de nos cuirassés. Ces bruits sont radicalement faux.

» Ils sont, en outre, ridicules, s'ils ont pour origine la nouvelle donnée hier du départ de douze bâtiments chinois de Shanghaï, la distance à parcourir de Shanghaï à Kelung exigeant plusieurs jours de navigation. »

— Le général Brière de l'Isle fait connaître, par télégramme, que la situation est bonne au Tonkin, la santé des troupes excellente et que l'installation provisoire est satisfaisante ; il ajoute que l'alimentation ne laisse rien à désirer et que la viande de boucherie est de bonne qualité.

— Le général Brière de l'Isle s'occupe du départ des renforts et des convois de ravitaillement. Les troupes vont prendre la route du Loc-Nam, escortées par la canonnière et la chaloupe qui portent les approvisionnements.

Le général Négrier est à Chu, où il attend les renforts; il marchera sur Lang-Son aussitôt qu'ils seront arrivés. Les troupes forment un vaste camp retranché dominé par la forteresse étagée que les Chinois nous ont abandonnée après le combat.

Il y a tout lieu de croire que Chu, dernier point navigable du Loc-Nam, sera relié à Lang-son par un chemin de fer dont la longueur sera d'environ 70 kilomètres.

A MADAGASCAR

Nous avons parlé, il y a quelques jours, du rapport du capitaine Brun sur le combat d'Andraparany. Voici comment le contre-amiral Miot, commandant en chef à Madagascar, apprécie, dans une note qui accompagnait le rapport, les résultats de ce combat :

Il ressort de cette expédition que nous sommes absolument maîtres de la partie Nord de Madagascar, qui s'étend du cap d'Ambre au 14e degré. Les forces des Howas dans ce district sont anéanties ; leurs débris errent sans chefs, sans vêtements, sans munitions, en attendant qu'ils puissent rejoindre Sambava, au prix de bien des fatigues et de bien des misères.

Ce brillant succès n'a pas été obtenu sans pertes de notre côté. Le caporal Richard, de l'infanterie de marine, est mort à Amboanio d'une blessure reçue en pleine poitrine ; nous comptons en outre trois blessés :

Le quartier-maître canonnier La Plaine, balle dans l'avant-bras droit.

Le gendarme You, une côte fracturée.

Le sergent-major Le Moan, contusion du poignet.

La conduite des troupes (*marins et soldats*), a été aussi noble et aussi brave qu'on pouvait le désirer.

L'argent de la douane, 2,000 fr. environ, est resté entre nos mains.

En résumé, les résultats de cette journée dépassent toutes mes espérances. L'écrasement des Howas, dans cette province, est complet, et d'ici à fort longtemps nous n'avons plus rien à redouter d'eux. Les opérations militaires sont par suite achevées, et nous allons nous occuper maintenant de nos installations.

Les Antakares nous ont suivis, mais à distance. Le temps seul et un peu de fermeté corrigeront ce qu'il y a de défectueux dans leurs mœurs ; je considère néanmoins comme un grand résultat d'avoir fait traverser ce pays par une colonne de 1,700 hommes et de recevoir ici, à Tamatave, la visite de Tsialane, qui vient rendre hommage à la France.

BULLETIN ÉCONOMIQUE

STATISTIQUE COMMERCIALE. — Nous publions ci-dessous un tableau comparatif très intéressant que veut bien nous adresser la chambre de commerce de Dunkerque.

Les chiffres de ce tableau représentent en kilogrammes le mouvement des laines brutes, des fils et des tissus de laine et de coton par le port de Dunkerque pendant les années 1882, 1883 et 1884.

	1882		1883		1884	
	Importations	Exportations	Importations	Exportations	Importations	Exportations
Laines brutes	20.097.753	68.570	38.444.059	101.356	54.296.455	133.426
Fils de coton	595.631	»	800.815	2.955	1.137.969	19.772
Fils de laine	2.898	18.014	1.135	121.439	11.210	126.357
Tissus de coton	1.024	4.276	»	4.751	8.881	35.803
Tissus de laine	5.000	567.014	»	480.599	7.555	485.321